



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FORESA FRANCE SAS

Avenue des Industries
33440 Ambarès-Et-Lagrange

Références : 26-UD33-CRA-360
Code AIOT : 0005200249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement FORESA FRANCE SAS implanté Avenue des Industries 33440 Ambarès-et-Lagrange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objectif d'examiner les suites à donner à la mise en demeure en date du 26/05/2025, prise suite à l'inspection du 15/04/2025 concernant les MMR et le PM2I.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FORESA FRANCE SAS
- Avenue des Industries 33440 Ambarès-et-Lagrange

- Code AIOT : 0005200249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Foresa produit essentiellement un réactif pour la préparation de colles et synthétise des colles principalement utilisées dans l'industrie des panneaux de bois reconstitués (agglomérés, contreplaqués). Une quarantaine de personnes travaille sur le site. Le site est IED - rubrique 3410-b (soumis au BREF LVOC) et Seveso seuil haut. Il est également soumis à la réglementation SEQE.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|--------------------------|
| 1 | MMRi | Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |
| 2 | PM2I MMRi | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 3 | PM2I MMRi | Autre du 01/07/2011, article DT93 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |
| 4 | PC1 : Déclaration d'accident | Code de l'environnement du 04/02/2022, article R512-69 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |
| 5 | Principes généraux de prévention des risques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |
| 6 | Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |
| 7 | Formation du personnel | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué un travail important afin de satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/05/2025. L'exploitant a notamment mis en œuvre une procédure de shunt et by-pass des MMR afin de s'assurer de la mise en œuvre des mesures compensatoires et améliorer la maîtrise du risque industriel. Les mesures constatées par l'inspection permettent de lever la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 26/05/2025. L'exploitant doit rester engagé dans cette démarche et s'assurer du maintien des bonnes pratiques constatées en inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MMRI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Liste |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025 |
| Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p> <ul style="list-style-type: none">• Article 7 de l'arrêté du 4 octobre 2010 <p>Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p> <p>[...] L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> |
| Constats : Constat des inspections 2023 et 2024 : La liste des MMRI transmise est incomplète et ne reprend pas de manière exhaustive l'ensemble des éléments composant les boucles MMRI. |

Constats de l'inspection du 15/04/2025 :

L'état initial de la MMR T26-11 est incomplet (voir partie confidentielle), il ne comprend pas l'ensemble des équipements techniques contribuant à cette mesure de maîtrise des risques.

Cette remarque a déjà été faite lors de l'inspection précédente. Il est proposé à M. Le Préfet de la Gironde de mettre en demeure l'exploitant de disposer d'un état initial complet pour l'ensemble des MMRI de l'établissement conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 :

Demandes formulées suite à l'inspection du 15/04/2025 :

Il est proposé à M. Le Préfet de la Gironde de mettre en demeure l'exploitant de disposer d'un état initial complet pour l'ensemble des MMRI de l'établissement conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.

Constats du jour :

Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié la complétude des fiches d'informations concernant les MMRI. L'exploitant a mandaté le bureau d'études EGI Groupe Ponticelli pour la réalisation d'un état initial complet des MMRI. La partie confidentielle détaille les évolutions de cet état initial.

Au regard du travail effectué par l'exploitant et son bureau d'étude, le point de contrôle concernant l'état initial complet des MMRI peut être clôturé et la mise en demeure levée sur cet item.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : PM2I MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant

appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

Constats :

Constats des inspections 2023 et 2024 :

[...] Intégrer le capteur de pression dans le suivi MMRI : établir l'état initial à partir des données disponibles, et définir une campagne de tests et de maintenance en cohérence avec le niveau de confiance de la T20.

Constats de l'inspection du 15/04/2025 :

Document consulté : Fiche de vie MMRI T20

Le capteur (pressostat actionnant le démarrage des groupe sur pression basse) non mentionné lors de la précédente inspection a bien été intégré mais un certain nombre d'informations reste manquant en particulier : position de repli en cas de défaillance, seuil de détection. L'exploitant a indiqué que le capteur est secouru. Il est indiqué dans la fiche de vie que la gamme de détection / incertitude de mesure est de 2,5 / 3 bar. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir récemment fait des tests ; le seuil de détection relevé à cette occasion était de 2,2 bar. L'état initial de la MMR T20 reste donc incomplet et comprend en outre des erreurs sur la gamme de détection et le seuil de détection.

Demandes de la précédente inspection :

L'exploitant complète la fiche MMRI de la boucle T20 des informations manquantes et/ou incohérentes.

Constats du jour :

La fiche de vie de la MMRI T20 a été complétée par rapport à la précédente inspection, notamment le seuil de détection. Dans la fiche relative à la gamme de détection de mesure d'un des capteurs évoqué à la précédente inspection, l'exploitant a gardé les spécifications du constructeur dans la fiche descriptive.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PM2I MMRI

Référence réglementaire : Autre du 01/07/2011, article DT93

Thème(s) : Risques accidentels, Fiche de vie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025

Prescription contrôlée :

- DT 93 (fiche de vie)

9. Etat zéro et fiche de vie d'une MMRI

Un recensement précis des MMRI visées par le plan de modernisation doit être réalisé au plus tard le 31 décembre 2013 et une fiche de vie doit être établie pour chacune d'entre elles afin de synthétiser les données nécessaires à leur suivi.

Suivant les outils à disposition, la fiche de vie peut :

- être complètement traitée dans une seule base de données (éventuellement papier...)
- faire référence à des informations réparties dans différents systèmes (ex : GMAO, gestion électronique de documents, outils de gestion...)

Doivent être ainsi capitalisées les principales informations concernant les caractéristiques des MMRI :

- le lien avec le(s) scénario(s) justifiant la MMRI,
- le niveau de confiance associé,
- les standards de conception et/ou de construction utilisés (exemple : référence à des réglementations, des normes ou des standards internes à l'entreprise),
- les conditions environnementales, telles quelles sont visées au § 4.2.6.3 du présent guide,
- les fonctions de sécurité qu'elles assurent (exemple : description succincte de la fonction de sécurité assurée ou référence au logigramme de sécurité ou matrice causes/effets),
- le temps de réponse maximum si requis,
- la position de repli en cas de défaillance détectée (alarme signifiant la défaillance ou déclenchement automatique),
- la fréquence, la nature (unité en marche ou à l'arrêt) et les procédures de tests,
- le suivi réalisé (diagnostics, essais périodiques, inspections, mesures et résultats enregistrés, maintenances préventive et corrective) durant la vie de l'équipement,
- les réparations ou modifications éventuelles durant la vie de l'équipement et leur justification,
- les analyses des résultats de test, quand ceux-ci révèlent un comportement potentiel non sûr, durant la vie de l'équipement.

Pour ces trois derniers points, les informations annexées à la fiche de vie comprennent autant que faire se peut les données antérieures à la création de cette fiche (état initial).

La fiche de vie a ensuite vocation à être mise à jour au fil du temps, notamment après chaque réparation ou modification, et à perdurer tant que la MMRI est en service dans l'installation. La date de mise au rebut et la justification devront être formalisées.

- Article 45 de l'arrêté du 4 octobre 2010 :

[...]

-mesure de maîtrise des risques (MMR) : Catégorie de barrière de sécurité agissant sur les scénarios d'accidents majeurs, et qui répond à la double exigence suivante :

-réduire la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés ;

-répondre simultanément à des exigences d'efficacité, de cinétique de mise en œuvre (en adéquation avec celle des événements à maîtriser) et de pérennité (dont la garantie est assurée par la testabilité et la maintenabilité).

L'efficacité d'une MMR est sa capacité à remplir la mission/ la fonction de sécurité qui lui est confiée pendant une durée donnée et dans son contexte d'utilisation. L'efficacité d'une MMR prend également en compte le critère d'indépendance de cette MMR vis-à-vis des éventuels autres dispositifs agissant conjointement sur un même phénomène dangereux.

Constats :

Constats des inspections 2023 et 2024 :

La fiche de vie du capteur TE20217-B intervenant dans la chaîne T19-1 a été examinée au bureau de maintenance.

Le rapport d'étalonnage du capteur TE20217-B en date du 19/12/2022 par PSI métrologie est disponible.

Ce contrôle n'est pas enregistré dans la fiche de vie du capteur.

La fiche de vie de la chaîne T19-1 a également été examinée. Le dernier test de chaîne complète a été réalisé le 14/06/2022 : test concluant, fermeture de la vanne MMR (FV 66208B) en moins de 5 s.

Un test de l'efficacité de la chaîne MMR T19-1 a été réalisé sur demande de l'inspection.

Le PID associé au traitement des capteurs TE20217-A (non MMR) et TE20217-B (MMR) a été présenté en amont du test :

- le capteur TE20217-A est relié directement à un relais DeltaV (hors chaîne MMR) ;

- le capteur TE20217-B est relié à un relais de sécurité.

Deux vannes sont présentes en série pour la fermeture de l'alimentation vapeur :

- une vanne MMR (FV 66208B) ;

- et une vanne de conduite (FV 66208A).

Selon le PID présenté, le déclenchement du capteur TE20217-B actionne la fermeture de la vanne MMR et de la vanne de conduite. La position de la vanne MMR est reportée en salle de commande selon l'exploitant.

Lors du test de la chaîne, 2 inspectrices se sont positionnées à proximité des vannes équipant le bac T2007.

Une inspectrice est restée en salle de commande pour vérifier le report de l'état de la vanne MMR.

La simulation de la montée en température est activée depuis la salle de contrôle par une T de consigne supérieure au seuil de détection (simulation du relais sécurité TSH 20717).

En local, au dépassement de la T seuil, les inspectrices ont pu visualiser la fermeture effective de la vanne MMR (TAG visualisé) en moins de 5 s. En salle de contrôle, le report de l'état de vanne (FV66208) est resté en position ouverte.

Après plusieurs vérifications et relances du test, les conclusions suivantes ont pu être tirées :

- la chaîne MMRi T19-1 impliquant la vanne FV66208B a correctement fonctionné ;
- le report de vanne en salle de commande n'est pas celui de la vanne MMR mais celui de la vanne de conduite (FV66208A) ;
- les asservissements prévus par le PID ne se sont pas déroulés correctement : la vanne de conduite ne s'est pas fermée sur sollicitation du relais de sécurité, d'où le maintien en position ouverte au niveau du synopsis de commande ;
- l'asservissement de la vanne de conduite (FV66208A) par sollicitation du DeltaV a par ailleurs fonctionné (test réalisé et concluant mais non prévu dans la chaîne MMR).

Demande : L'exploitant s'assure de bien renseigner la fiche de vie du capteur TE20217-B (test de maintenance réalisés cependant). L'exploitant vérifie le câblage associé au PID présenté (MMRi T19-1) et les asservissements effectifs. L'exploitant s'assure de la connaissance de l'état des vannes de sécurité à tout moment. [...]

Constats de l'inspection du 15/04/2025 :

La fiche de vie de la MMR T19-1 a été consultée, le dernier étalonnage du capteur a eu lieu le 11 décembre 2024 et le dernier test de la boucle MMR date du 10 mars 2025. L'exploitant vient de mettre en place le remplissage numérique de la fiche de vie. Il doit poursuivre cette pratique. L'inspection a demandé de réaliser à nouveau le test de la MMR T19-1. Les constats sont exactement les mêmes que lors de l'inspection de 2023 :

- les vannes se sont fermées sur site ;
- la vanne MMR n'est pas visible sur la supervision ;
- la fermeture de la vanne de conduite n'a pas pu être visualisée sur la supervision.

Malgré l'engagement de l'exploitant lors de son courrier du 4 août 2023, l'exploitant ne dispose pas de renvoi d'état de la vanne MMR au niveau de la supervision.

L'absence de visuel en salle de contrôle de l'état de la vanne de sécurité met en cause l'efficacité de la MMR. En effet, en situation accidentelle, le seul moyen de connaître l'état de la vanne (et donc son efficacité) serait d'envoyer un opérateur au sein des ateliers ce qui n'est pas acceptable

Demandes formulées lors de l'inspection du 15/04/2025 :

Il convient que l'exploitant mette en place une organisation afin de connaître l'état des MMRi en tout temps en salle de contrôle afin de pouvoir justifier de leur efficacité. Un arrêté de mise en demeure est proposé à M. Le Préfet de la Gironde. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.

Constats du jour :

L'exploitant a modifié le visuel de la supervision. Un symbole "Attention" figure à côté des équipements constituant une MMRI sur le synoptique des installations.

En outre, l'exploitant a ajouté une fenêtre de pilotage intitulée "MMRi-PMII" accessible directement depuis l'accueil de la supervision. Cette fenêtre regroupe les détecteurs et actionneurs qui font partie des MMRI et permet de connaître leur état (fermé/ouverte, niveau détecté...).

L'inspection des installations classées a demandé à tester certaines MMRI. Le détail est en partie confidentielle.

Au regard des constats, le point sur cet item dans la mise en demeure en date du 26/05/2025 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : PC1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/02/2022, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, déclaration d'incident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Constats :**Constats des inspections 2023 et 2024 :**

[...]

Demande : l'exploitant justifie que la réaction de fabrication de colle urée-formol est sûre et qu'il n'est pas possible d'avoir un emballement de la réaction. Il fournit également le diagramme de F. STOESSEL pour la fabrication de colles phénoliques.

Constats de l'inspection du 15/04/2025 :

Les éléments transmis par l'exploitant démontre qu'il a mis en place des éléments pour assurer la sécurité de ses installations. En revanche, il n'a pas répondu à la demande de classer la réaction dans le diagramme de STOESSEL. Pour cela, il est nécessaire en premier lieu d'évaluer les valeurs des températures clefs :

- La température opératoire du procédé, T0 ;
- La température maximale de la réaction de synthèse, MTSR ;
- La température à partir de laquelle le TMRad devient supérieur à 24h, T(TMRad=24h) ;
- La température d'ébullition du milieu réactionnel, Tb.

Demandes formulées suite à l'inspection du 15/04/2025 :

L'exploitant transmet le diagramme de F. STOESSEL pour la fabrication de colles phénoliques.

Constats du jour

L'exploitant a fourni par courriel en date du 28/08/2025 un examen au regard du diagramme de STOESSEL du procédé de fabrication de colles phénoliques. L'ensemble des valeurs de températures évoquées lors de l'inspection précédente sont présentes dans le rapport. Le rapport conclut que le procédé peut être classé en STOESSEL 2, risque faible, au regard des paramètres de température et du dimensionnement des équipements sur le site de FORESA France.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2026

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Constats des inspections 2023 et 2024 :

Suite à l'annonce du programme d'inspection de l'année 2024 en début d'année, l'exploitant a pris conscience qu'il ne disposait pas de procédure pour la gestion des shunts des MMR et des barrières de sécurité. L'exploitant a donc décidé de mettre en place une telle procédure et l'a présentée le jour de l'inspection.

Cette procédure va être appliquée en même temps qu'une nouvelle procédure pour la mise en place des consignations avec la méthode LOTO (Lock out Tag out). L'exploitant attend la livraison des cadenas pour pouvoir mettre en pratique ces procédures et espère pouvoir le faire au 1er avril.

Il est à noter que malgré l'absence de procédure, le fonctionnement existant ne permettait pas de faire des shunts facilement sur les MMRI car seul le responsable de production a la possibilité de modifier les consignes des MMR sur l'automate de conduite DELTA V.

L'exploitant a indiqué que depuis le changement de directeur en janvier 2023, un travail d'amélioration des procédures, de traçabilité et de rigueur est en cours. Le drame d'août 2023 a conduit le site à prendre du retard sur le renforcement global des procédures.

L'exploitant va mettre en place une procédure pour permettre le suivi de l'activité par le chef de quart.

Document consulté: 052 PR-G _ Fonctionnement général

Outre les éléments de suivi du procédé, il est prévu un paragraphe spécifique concernant les MMRI et les EIPS.

Ce formulaire prévoit d'indiquer comment l'EIPS a été modifié (par exemple modification d'une consigne niveau bas).

Dans le cas d'une MMR, il est prévu que le chef de quart vérifie qu'il y a bien une fiche de shunt en cours et que les mesures compensatoires sont toujours en place.

L'exploitant a prévu que les données de chaque chef de quart soient automatiquement compilées pour permettre d'identifier rapidement les informations importantes à connaître d'un quart à l'autre.

L'exploitant a déclaré avoir engagé avec la société EGI un travail pour mettre à jour les boucles des MMRI sur l'automate DELTA V et sur les PID. Suite à l'annonce de l'inspection, ils ont créé une procédure spécifique pour la gestion des shunts.

La procédure présentée ne concerne que les MMR et pas les EIPS.

Les shunts ne sont validés que par le chef de service (responsable maintenance ou responsable production) ou hors heures ouvrées par le cadre d'astreinte. L'astreinte a par ailleurs été renforcée afin qu'il y ait systématiquement un référent production et un référent maintenance (un cadre et un agent de maîtrise) afin de pouvoir gérer l'ensemble des problématiques. Le cadre d'astreinte est la personne d'astreinte en cas de nécessité de déclencher le POI.

Demande : L'exploitant veille à étendre le périmètre de sa procédure de gestion des shunts aux barrières de sécurité identifiées sur son site.

L'exploitant met en œuvre les procédures présentées lors de l'inspection et réalise un premier retour d'expérience au bout de 3 mois et le transmet à l'inspection.

Constats de l'inspection du 15/04/2025 :

Contrairement aux engagements initiaux, les procédures de gestion des shunts n'ont pas été utilisées lors de l'arrêt d'été mais uniquement à partir de novembre 2024.

L'inspection a examiné le cahier de shunt, les MMR sont listées mais pas les EIPS.

L'exploitant a réalisé un premier retour d'expérience (document présenté mais non transmis à l'administration) :

- difficulté à identifier les MMR dans la liste ;
- chaîne d'approbation peu claire ;
- difficulté de penser à la mise à jour documentaire et au test de la boucle ;
- mesures compensatoires non définies ;
- difficultés pour les opérateurs de voir qu'une MMR a été shuntée.

L'exploitant prévoit une mise à jour de ses procédures pour le mois de juin afin qu'elles soient opérationnelles pour le prochain grand arrêt prévu en août. Par sondage, certaines fiches de shunt ont été consultées lors de l'inspection. Il a été identifié l'absence de mise à jour documentaire ou encore des difficultés de remplissage.

Afin d'améliorer la visibilité pour les opérateurs des shunt qui sont mis en place, l'exploitant a présenté les évolutions prévues sur son logiciel de supervision pour que les opérateurs soient alertés en cas de shunt d'une MMR.

Cependant, lors de l'inspection, il a été constaté qu'une barrière de sécurité était shuntée sans qu'aucune fiche de shunt ne soit ouverte et sans que les opérateurs, ni le chef de quart ne soient au courant. Voir détail en partie confidentielle.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les éléments justifiant la remise en service de la barrière de sécurité et a transmis les justificatifs d'une commande pour 6 sessions de formation de sensibilisation sur les MMRI.

Demandes formulées lors de l'inspection du 15/04/2025 :

Les dispositions mises en place par l'exploitant pour détecter et corriger les écarts éventuels ne sont pas suffisantes. Une barrière de sécurité avait été shuntée sans que personne ne s'en aperçoive pendant plusieurs quarts.

Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.

L'exploitant poursuit son travail d'amélioration du suivi des procédures de shunt, de formation et réalise un nouveau retour d'expérience après son grand arrêt et le transmet à l'inspection des installations classées.

Constats du jour :

Les constats aux points de contrôle n° 3, 6 et 7 permettent de lever l'item de la mise en demeure en date du 26/05/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Procédure |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Constats des inspections de 2023 et 2024 :</p> <p>Le formulaire de shunt 052 SIG-DI-F004 précise:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le paramètre concerné ; - la MMR concernée ; - la motivation de la demande ; - les mesures compensatoires et limites éventuelles ; - la justification des mesures compensatoires et disponibilité ; - le demandeur ; - l'approbateur ; - le contrôle du retour à la situation normale. <p>La procédure 052 SIG-DI-P008 prévoit qu'en plus du test de fonctionnement normal de chaîne de sécurité, le personnel de maintenance doit mettre à jour la documentation, renseigner la fiche de vie de la chaîne de sécurité.</p> <p>Document consulté :</p> <p>052 HSE-DI-F002 _ Permis de consignation fluide</p> <p>052 HSE-DI-F002 _ Permis de consignation électrique</p> <p>Comme indiqué précédemment, l'exploitant est en train de mettre en place des procédures pour la gestion des consignations et déconsignations avec des cadenas afin de compléter les procédures de shunt.</p> |

La procédure ne précise pas les conditions/circonstances justifiant/permettant le shunt/by-pass et mesures compensatoire prévues. L'exploitant n'a pas non plus prédéfini en amont les mesures compensatoires à mettre en œuvre dans la définition de ses MMRI.

Il est à souligner que la procédure précise très clairement que quand il y a 2 barrières, il n'est pas possible de considérer que la deuxième barrière fait office de mesure compensatoire.

Afin de s'assurer du suivi de la mise en place des mesures compensatoires, l'exploitant prévoit que la fiche de shunt soit disponible en salle de contrôle. Par ailleurs, à chaque changement de chef de quart, le formulaire mentionné supra est complété pour garder la traçabilité dans le temps.

Enfin, il est prévu de mettre en place un point journalier avec le chef de quart logistique, le responsable hse. Il est prévu de mettre en place un tableau opérationnel. En cas d'intervention sur une MMR, il est prévu que cela soit affiché de manière visuelle (smiley rouge).

Afin que l'information perdure sur les shunts, les fiches de consignations mentionnées ci-dessus sont à disposition des opérateurs, les cadenas seront visibles sur site. Les fiches de consignations prévoient également les modalités de transfert de responsabilité au moment des changements de quart.

Enfin, afin d'améliorer la communication entre les équipes, l'exploitant a mis en place un outil de pilotage commun entre la production et la maintenance. Cet écran a été vu en salle de contrôle le jour de l'inspection.

Demande des inspections de 2023 et 2024 :

Dans un délai de 1 mois, l'exploitant est invité à compléter le formulaire de shunt afin que la partie modification de la documentation ne soit pas oubliée.

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant est invité à compléter ses procédures avec les éléments permettant d'identifier les causes pouvant conduire à un shunt et en définissant en amont les mesures compensatoires minimales à mettre en œuvre.

Constats de l'inspection du 15/04/2025 :

L'exploitant a modifié son formulaire pour prendre en compte l'évolution de la documentation. Cependant, il a été vu sur certains formulaires de shunt que la prise en compte n'avait pas été faite.

L'exploitant a commencé le travail de définir les mesures compensatoires en cas de défaut sur la MMR. Cependant, ce travail n'est toujours pas finalisé.

Demandes formulées lors de l'inspection du 15/04/2025 :

L'exploitant n'a pas défini les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie de l'ensemble des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.

Constats du jour :

Document consulté : Permis By PASS / Inhibition d'une MMR / MMRI, référencé 052 HSE-DI-FI009 V02 en date du 21/11/2025.

L'exploitant a mis en place une procédure intitulée "Permis By Pass, inhibition d'une MMR / MMRI" depuis le mois d'octobre 2025. Elle définit :

- les personnes en droit de demander de faire un by-pass ou une inhibition des MMR ou MMRI ;
- les modalités pour faire cette demande ;
- l'approbateur de cette demande en journée et en dehors des heures ouvrables ;
- la personne qui met en place le by-pass ou l'inhibition des MMR et MMRI ;
- les modalités pour le retour à la normale.

La procédure se matérialise par un carnet à souche avec dans les premières pages le descriptif de la procédure, le tableau des MMRI et MMR comprenant la zone du site concerné, le tag et le nom du détecteur, la fonction assurée par l'actionneur avec son tag et les mesures compensatoires en cas de défaillance et des feuillets à souche avec le tableau à compléter pour faire la demande de shunt et les différentes signatures pour suivre la vie de la fiche. Cette dernière est récupérée par le service HSE qui se charge de compléter les fiches de vie informatisées des MMRI évoquées au point de contrôle numéro 1 du présent rapport d'inspection.

L'inspection des installations classées constate la complétude de ces fiches en salle de contrôle. Si une fiche est activée, elle est affichée sur le tableau de la salle pour prise de connaissance par le chef de quart.

Ce constat permet de lever l'item de la mise en demeure en date du 26/05/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel et entreprises extérieures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/06/2025

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
-la tenue à jour des procédures ;
-le test des procédures incident/ accident ;
-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

Constats :

Constats des inspections de 2023 et 2024 :

Les projets de formulaire pour les consignations ont été présentés aux chefs de quart en juin 2023, puis mis en consultation auprès de tous en août.

L'exploitant prévoit des formations complémentaires lors de la mise en place des procédures.

Concernant les shunts sur les équipements de conduite, seul le responsable de production a la main pour les shunter.

Par ailleurs, il prévoit la mise en place d'étiquettes sur l'ensemble des équipements constitutifs d'une MMRI. Sur l'automate de régulation, les MMR sont identifiées par un triangle avec un point d'exclamation. Si la MMR est sollicitée ou shuntée, le triangle est remplacé par un autre symbole (explosion).

L'exploitant a présenté les étiquettes MMRI qu'il prévoyait d'installer sur les installations.

L'inspection a attiré l'attention sur l'importance d'étiqueter également les équipements faisant partie d'une MMR avec action opérateur tels que les systèmes d'extinction avec levée de doute par opérateur.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir en stock la majorité des équipements constitutifs des MMR (explosimètre, bi-lame, vannes, ...)

L'exploitant précise qui dispose des autorisations pour pouvoir shunter les relais de sécurité Dragger.

Demande des inspections du 2023 et 2024 :

L'exploitant s'assure étiqueter l'ensemble des équipements constitutifs d'une MMR ou d'une MMRI dans un délai de 6 mois.

Constats de l'inspection du 15/04/2025:

Seul le personnel de maintenance avec une fiche shunt ou la société DRAGGER lors des tests sont autorisés à shunter les relais de sécurité Dragger.

Concernant les shunts sur la supervision, l'exploitant a indiqué que seul le chef de quart peut modifier la supervision et simulé un capteur ou l'interlock, après validation du responsable de production.

Cependant, lors de l'inspection, il a été constaté qu'une barrière de sécurité avait été shuntée (voir constat ci-dessus - point de contrôle n°6).

L'exploitant a mis en place des étiquetages des MMR. Les étiquettes ont été vues sur la vanne de la MMR T19-1. De même sur la supervision, des triangles sont visibles.

Demandes formulées lors de l'inspection du 15/04/2025 :

L'exploitant modifie son organisation afin de s'assurer que seules les personnes autorisées peuvent shunter une MMR et que l'information soit correctement transmise.

Constats du jour :

Outre la procédure concernant la possibilité de shunt des MMR détaillée dans le point de contrôle précédent, l'exploitant présente sa stratégie de formation. Deux formations obligatoires ont été proposées à l'ensemble des personnels concernés par la maîtrise des risques :

- une formation d'une demi-journée portant sur les MMRI, effectuée par EGI Groupe Ponticelli ;
 - une formation de sensibilisation sur la complétude des permis dont le permis de by-pass MMR / MMRI, permis feu, permis de travaux, effectuée par le service HSE de Foresa.
- Un tableau de suivi de l'ensemble des formations, par l'ensemble des personnes du site, est présenté en inspection

L'inspection des installations classées consulte les certificats de formations du chef de quart du matin. Il a suivi les deux formations le 14/10/2025. Au certificat concernant la formation MMRI est ajouté le questionnaire de vérification de connaissance sur la thématique MMRI appliqué au site de FORESA France, comportant une dizaine de questions. L'exploitant déclare qu'à l'issue de la formation et du résultat au questionnaire, si les résultats sont mauvais, la personne refait une session de formation.

Ces deux formations sont obligatoires. Aucun recyclage n'est pour l'instant prévu sur ces deux sujets. Le permis de by-pass évoqué précédemment a été mis en application dès lors que l'ensemble du personnel a suivi ces formations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant étudiera l'opportunité de mettre en place un recyclage des formations MMRI / complétude des permis.

Type de suites proposées : Sans suite